

# Cinq questions sur la crise à Andrea Fumagalli, Christian Marazzi et Carlo Vercellone

Par SANDRO MEZZADRA et ANTONIO NEGRI

L'approfondissement de la crise, avec ses conséquences sociales dévastatrices, continue à prendre à contre-pied les paradigmes interprétatifs consolidés. En résultent non seulement la banqueroute de la science économique mainstream, mais aussi des défis inédits pour tous ceux qui ont continué, au long de toutes ces années, à pratiquer des formes originales de critique de l'économie politique. Ce qui semble être en question, et de manière toujours plus claire, c'est justement le rapport entre les catégories économiques et les catégories politiques. Pour ouvrir la discussion à l'intérieur du site d'UniNomade, nous avons posé cinq questions à Andrea Fumagalli, Christian Marazzi et Carlo Vercellone. Nous présentons ci-dessous les réponses d'Andrea et de Christian, sous forme de dialogue. Carlo a développé des réflexions sur l'ensemble des thèmes que nous avons proposés : on peut les lire en conclusion.

**Pensez-vous vraiment que les marchés n'aient pas un leadership caché, quelqu'un qui suggère les opérations à faire ? Cela, en dehors de toute théorie du complot, mais simplement à l'intérieur de l'analyse de tout mécanisme décisionnel, qui prévoit des moments d'unification consciente et non pas simplement des condensations de spontanéité.**

*Andrea Fumagalli:* les grandes sociétés financières ont un comportement que nous pouvons définir comme oligopole collusoire. Dans cette phase, les plusvalues plus élevées sont extraites de l'échange des dérivés CdS [Credit Default Swap = couverture de défaillances, NdE], en particulier ceux qui assurent contre le risque de défaut privé et public. La nature collusoire de l'oligopole financier est garantie par l'intermédiation exercée par les agences de notation. A partir de la crise des sub-primes (fin 2007), on a assisté à un processus de concentration ultérieure dans les marchés financiers. Voici quelques données.



Si, en 2010, le PIB du monde entier a été de 74.000 milliards de dollars, la finance le surclasse : le marché mondial des obligations vaut 95.000 milliards de dollars, les bourses du monde entier 50.000 milliards, les dérivés 466.000 milliards. Tous ensemble, ces marchés déplacent une quantité de richesse huit fois plus grande que celle produite en termes réels : l'industrie, l'agriculture, les services. Tout cela est connu, mais ce que l'on oublie souvent est que ce processus, en plus de déplacer le centre de valorisation et d'accumulation capitaliste de la production matérielle à la production immatérielle et de l'exploitation du seul travail manuel au travail cognitif, a donné son origine à une nouvelle « accumulation originaire », caractérisée par un degré élevé de concentration. En ce qui concerne le secteur bancaire, les données de la Federal Reserve nous disent que de 1980 à 2005, environ 11.500 fusions ont eu lieu, soit en moyenne 440 par an, réduisant par là le nombre des banques à moins de 7.500. En 2011, cinq banques d'investissement (divisions d'intermédiation et bancaires : J.P Morgan, Bank of America, Citybank, Goldman Sachs, Hsbc Usa) et cinq banques d'origine commerciale (Deutsche Bank, Ubs, Credit Suisse, Citycorp-Merrill Lynch, BNP-Paribas) ont acquis le contrôle de plus de 90% du total des titres dérivés. Dans le marché boursier, les stratégies de fusion et d'acquisition ont considérablement réduit le nombre de sociétés cotées.

À ce jour, le top ten des sociétés à la capitalisation boursière représentant 0,12% des 7.800 entreprises enregistrées, détiennent 41% de la valeur totale, 47% des recettes totales et 55% des gains enregistrés.

Dans ce processus de concentration, le rôle principal est tenu par des investisseurs institutionnels (un terme qui indique toutes ces institutions financières - intermédiaires, banques, compagnies d'assurance – qui gèrent les placements financiers pour compte de tiers : ce sont eux que Keynes appelait, dans les années 1930, les « spéculateurs professionnels »).

Aujourd'hui, toujours selon les données de la Federal Reserve, les investisseurs institutionnels traitent des titres d'une valeur nominale égale à 39 milliards, 68,4% du total, soit une augmentation de 20 fois par rapport à il y a vingt ans. Par ailleurs, cette part a augmenté l'année dernière, grâce à la diffusion des titres de la dette souveraine.

Je ne pense pas qu'il y ait quelqu'un qui conseille les stratégies des dirigeants des grandes sociétés financières, encore moins quelqu'un de « politique ». Comme je l'expliquerai plus loin, le pouvoir politico-économique est dans leurs mains et ils peuvent l'exercer sans qu'il y ait un « souffleur ». Le ressort est, comme toujours dans le capitalisme, le profit et la richesse, sans aucun comportement sui generis. Le problème n'est pas la soif de profit des marchés financiers, mais plutôt ceux qui servent de vassaux et de sujets.

*Christian Marazzi*: Il y a un « leadership caché », et comment ! Comme Andrea Fumagalli et Carlo Vercellone le résumant bien, le leadership du marché est réalisé dans la concentration phénoménale du capital industriel et financier qui s'est créé ces dernières années le long des lignes de stop-and-go de la financiarisation.



Les banques d'investissement, les sociétés multinationales, les hedge funds, les fonds institutionnels et les fonds de pension en représentent le cœur : ce sont eux qui « font le marché », qui guident les mesures spéculatives en « normalisant » ce que Keynes appelait les « conventions », comme la convention latino-américaine, la convention d'Internet, la convention des subprimes et, ensuite, de la dette souveraine. L'attaque sur l'euro a été décidée en février 2010 à New York par un groupe de hedge funds, pour ne citer qu'un exemple récent. Luciano Gallino, dans son *Finanzcapitalismo*, a même quantifié « les gens qui comptent » dans le monde, je crois à 10 millions.

Du point de vue de la pyramide du pouvoir, ce sont les lobbies qui l'emportent, parce qu'ils agissent - au-delà des niveaux élevés des G-20, FMI, UE et BCE - en statuant à l'intérieur des Etats-nations, articulant à l'échelle locale les lignes directrices du capitalisme financier. La chose qui me semble la plus importante, cependant, est la suivante : le « leadership caché » est là, mais pas toujours.

Le pouvoir financier, bien sûr, crée l'« humeur du marché », car il définit la tendance normale de la phase d'accumulation, la phase centrale de la courbe de Gauss dans laquelle les investisseurs bougent mimétiquement, en troupeau, selon le principe (justement) des conventions historiquement déterminées. Mais dans les phases de panique, à la queue de la courbe de Gauss, quand les cygnes noirs de Thaleb apparaissent, le leadership entre tout à fait en crise, bouleversé par l'inattendu et l'imprévisible. Les cygnes noirs ne sont pas nécessairement les crises financières, les crises implicites et cycliques de la théorie de l'instabilité financière à la Minski.

Ce sont, plutôt, ces événements sociaux et politiques qui échappent à toute modélisation politico-financière. Lorsque la panique s'installe, le leadership est également bouleversé. Un aspect sur lequel, au moins en ce qui me concerne, il n'y a pas encore suffisamment de clarté théorique est l'origine de ces conventions. Par exemple, je ne crois pas à la spontanéité de la formation des conventions mise en avant par les théoriciens de la « finance autoréférentielle », en particulier par André Orléan, qui est parmi ceux qui ont le mieux expliqué le fonctionnement des marchés financiers. Je crois que les conventions sont déterminées sciemment, en tenant compte d'un certain nombre de facteurs stratégiques (hormis, bien sûr, les opportunités de profit), y compris les déséquilibres macro-économiques et géopolitiques, les configurations monétaires (les différences, par exemple, entre la Fed et la BCE ne sont pas des bagatelles, ainsi que le fait qu'il y ait des pays excédentaires et des pays déficitaires en termes de budgets), etc.

**Beaucoup d'analystes politiques pensent que les marchés ont déversé sur les États leur capacité à centraliser, de sorte que l'action des États ne serait pas simplement une action souveraine, mais une action souveraine surdéterminée par un nœud d'intérêts financiers. L'après-2008 de refinancement des banques de la part des États aurait été complété par un assujettissement ultérieur des pouvoirs souverains aux intérêts des marchés. Comment tout cela fonctionne-t-il, si ça fonctionne, dans la crise actuelle ?**

*AF*: Le fait que la crise des subprimes n'ait pas conduit à l'effondrement des marchés financiers est dû au fait qu'il y a eu un passage de l'endettement privé (causé par la crise de 2007) à l'endettement public (cause de la crise actuelle), qui s'est ajouté à l'endettement privé. Les données sur la dette nationale brute et ses composants (relatives à l'Europe et qui doivent être mises à jour) montrent que dans les années 2007-2009, la dette nationale brute (privée et publique) a augmenté en deux ans de 382% du PIB à 443% (+8 % par an) contre une augmentation de 5% par an sur la période 1995-2007. La dette privée a augmenté en moyenne de 8% par an, alors que la dette publique a augmenté de près de 14% par an, après une chute dans la décennie précédente. En ce qui concerne le secteur privé, la dette a augmenté le plus en Irlande, en Hollande, en Danemark et en Grande-Bretagne. La situation est opposée à celle de l'endettement public : les pays où la dette privée est plus faible (Italie, Grèce et Belgique) sont ceux avec la plus grande dette publique. Puisque la dette publique est plus faible (comme une part du PIB) par rapport au secteur privé, il s'ensuit que la Grèce, l'Italie et la Belgique peuvent mieux supporter le risque de défaut que ce que la Grande-Bretagne ou le Danemark peuvent faire (et donc ils peuvent être plus attractifs, comme des poules qui pondraient des œufs d'or, sans courir le risque de se faire étrangler). Il convient de rappeler que la Grande-Bretagne ou le Danemark ont un droit de seigneurage\*, contrairement à la Grèce et l'Italie. Cas particulier l'Irlande, qui a une dette privée élevée et qui a vu presque tripler son rapport dette/PIB dans la période 2008-09.

A partir de cette situation, les politiques fiscales imposées au niveau européen ont été finalisées pour atteindre deux objectifs : a. créer de la liquidité illimitée pour le système financier, pour éviter l'effet domino des faillites privées. b. Une fois la liquidité fournie grâce à la dette publique, empêcher que cet endettement excède un certain seuil critique, défini par les attentes de l'oligarchie financière. La spéculation n'a pas affecté les pays les plus à risque de défaut de paiement, tels que, par exemple, les USA (qui ont vu leur propre rapport dette/PIB passer de 60% en 2007 à 105% à la fin de 2011, en présence d'une dette privée et extérieure élevée), la Grande-Bretagne et le Danemark, mais bien ceux qui ne peuvent pas jouir du droit de seigneurage et qui sont stratégiquement moins importants dans le paradigme technologique et de valorisation dominante dans l'actuel bio-capitalisme cognitif.

Le cadre qu'on vient de décrire renforce la dépendance des États à l'égard des logiques financières gérées par l'oligarchie financière. Ce n'est pas nouveau. C'est depuis 1994 que les institutions politico-monnaies (États, banques centrales) ont réalisé que l'existence d'une convention financière est plus puissante que toute stratégie politique qui n'en soit pas un complice. A l'époque, 1994, ce fut le soulèvement du Chiapas qui lança le retrait des fonds d'investissement en provenance du Mexique (qui n'étaient plus considérés comme totalement sûrs) vers les marchés financiers d'Asie de l'Est (Thaïlande, en particulier). Malgré les efforts conjoints de la Federal Reserve et de la Banque mondiale, il ne fut pas possible d'éviter la dévaluation du peso mexicain et le report de la signature de l'ALENA (1er janvier 1994). Pour la première fois, on entendit que la politique financière privée était plus puissante que la politique monétaire publique (y compris celle des USA). Depuis lors, les choix de politique monétaire sont tributaires de la dynamique des conventions financières. On a ainsi perdu l'autonomie des banques centrales, au moment où cette autonomie était théorisée par la pensée néolibérale. Cela a conduit à l'autonomie « politique » des banques centrales par rapport aux États nationaux en déclin, en renforçant la dépendance des marchés financiers. Ainsi naît la gouvernance financière.

Ce qui est nouveau aujourd'hui c'est que cette gouvernance est en mesure de choisir directement les dirigeants politiques à mettre aux gouvernements. La gouvernance financière s'est transformée en une dictature. Les politologues et juristes, peut-être, devraient dire quelque chose à ce sujet.

*CM:* La souveraineté surdéterminée, comment fonctionne-t-elle ? Par le chantage, si je puis dire de manière simpliste. C'est un fait que la crise du système bancaire-financier a été gérée par les États par des injections d'énormes quantités de liquidités et avec la reprise par les banques centrales d'une certaine quantité de titres toxiques, qu'elles ont maintenant dans le ventre, et nous tous devons "valider" la charge fiscale sur le revenu. En attendant, pour se débarrasser de l'ingérence politique, les banques recevant une aide publique ont retourné la plupart des sommes d'argent reçues pendant la crise. Et maintenant elles sont en position de dicter leur loi, ou plutôt leur puissance a tellement augmenté, que les mesures d'intervention de la BCE sont systématiquement en soutien au système bancaire (au détriment des pays-membres de l'UE), tout comme la politique de quantitative easing de la Fed et de la Banque d'Angleterre. En tout cas, le problème est que ces mesures de création de liquidités ne semblent pas fonctionner, de sorte que l'on parle, en référence particulière à l'Europe, d'une grande « trappe à liquidités », soit une situation dans laquelle l'injection de liquidités n'engendre pas de reprise, à cause du manque de confiance des entrepreneurs et des consommateurs (et, aussi, à cause des taux d'intérêt élevés demandés par les banques commerciales). Bref, la crise n'a rien fait pour résoudre les problèmes qui sont à l'origine de la crise. Rien n'a été fait en termes de re-régulation du système bancaire (précisément parce que le lobby bancaire mondial a réussi à déjouer toutes les velléités pour le faire), par conséquent, les déséquilibres fondamentaux qui ont conduit à la crise continuent de se creuser imperturbablement. La souveraineté commissaire, pour ainsi dire, est l'expression d'une situation dans laquelle autant la puissance de la finance est énorme, autant les mesures de relance économiques sont impuissantes. C'est la crise qui est sous commissaire.

**Dans la dernière phase, de nombreux commentateurs affirment que certains gouvernements, y compris l'italien et l'espagnol, arrivent à résister sur le sol de la négociation de la dette beaucoup plus efficacement qu'auparavant, et ils arrivent donc à introduire une dimension politique loin d'être insignifiante dans la gestion de la crise. Pensez-vous que nous sommes ici face à une tendance qui peut engager avec succès les gouvernements européens, une fois éliminée l'Angleterre du groupe ? L'euro peut-il tenir l'Union européenne ensemble ou doit-on penser à une Europe qui se maintient comme un édifice gothique, remodelant un ordre monétaire varié et variable ?**

*AF:* Au début de décembre, le PDG de la Deutsche Bank, Ackermann a déclaré que son organisation aurait augmenté l'achat de bons du trésor pluriannuels (BTP) italiens de 1 milliard à 2.3 milliards. Je me souviens que la Deutsche Bank avait induit des attentes négatives sur les BTP italiens au début de 2011 par la vente de 7 à 8 milliards de bons du Trésor qui étaient dans son portefeuille, ce qui a déclenché la crise italienne. La déclaration d'Ackermann a été le signe que la pression spéculative sur l'Italie pouvait se desserrer. Cela s'est produit après l'investiture de Monti. Une situation analogue s'est produite (en plus grande mesure) en Espagne, après les élections politiques, avec la nette victoire du centre-droit - qui devra désormais montrer d'être fiable pour ne pas finir sous commissaire, comme cela s'est produit avec Berlusconi en Italie.

En outre, la décision de Draghi d'accorder des prêts illimités au système bancaire a été très importante, afin de favoriser la capitalisation des banques. Cependant, l'instabilité n'est pas diminuée, et en ce qui concerne l'Italie, le spread\*\* est encore élevé, mais je pense, pour des raisons différentes par rapport aux temps de Berlusconi : d'abord, parce que les périodes de récession s'intensifient à une vitesse plus grande que prévu, non seulement en Europe mais partout dans le monde, et deuxièmement, parce qu'il faudra voir quelle réforme du marché du travail sera faite, et le business de la privatisation de la santé (les retraites ont déjà été organisées) reste ouvert. Je me souviens (en gros), que plus on a de liberté de licenciement, plus la santé et les services publics sont privatisés, plus le rôle des marchés financiers comme assureurs sociaux privés augmente et les marchés financiers s'étendent. Personnellement, je ne pense pas - contrairement à Christian - que l'euro va imploser, pour deux raisons : 1. Je crois que l'Allemagne ne l'acceptera pas, sauf si la situation géopolitique internationale change brutalement (nous verrons ce qui se passera avec l'Iran : les USA se retireront-ils de Bagdad pour aller à Téhéran ? Ou bien, demanderont-ils l'intervention conjointe européenne, après le galop d'échauffement libyen, mais cette fois autour de l'axe franco-allemand ?) 2. Cela serait inutile pour les grands marchés financiers, parce que tant qu'il y aura un double niveau de gouvernance - budgétaire et monétaire - ils seront plus que satisfaits.

*CM* : Je ne crois pas du tout que l'Italie ou l'Espagne soient en train de traverser une phase de renforcement du pouvoir de négociation de la dette. Au contraire, l'axe pathétique Monti-Sarkozy me semble pour le moins essouffé. La situation de la dette est en effet en train d'empirer, et la revendication d'eurobonds ou d'une taxe Tobin n'ont aucune chance de succès. Je suis convaincu que ce sera l'Italie (et l'Espagne) qui fera sauter Euroland, comme issue finale du « syndrome grec », soit de la spirale récession-augmentation des dettes-coupes dans les dépenses publiques-récession-nouvelle austérité. Nous sommes déjà en récession, et nous sommes proches de la dépression.

**Les USA n'ont jamais aimé l'Europe politique et encore moins l'euro. Parfois, il nous est passé par l'esprit, qu'un vieux réflexe unilatéraliste a agi à l'intérieur des soi-disant marchés financiers dans l'attaque contre l'euro. Est-il possible d'imaginer, mutatis mutandis, une renaissance de l'impérialisme, organisé autour de la défense de l'hégémonie du dollar dans le désordre global ?**

*AF*: Non, je ne crois pas. Les seuls qui seraient intéressés à l'implosion de l'euro sont les USA, pour sanctionner de manière non seulement politique, mais aussi économique-financière le rapport bilatéral avec la Chine : une sorte d'« empire » bipolaire. Mais les USA ne disposent ni de la force militaire, ni de la force politique, ni de la force économique pour soutenir une politique impérialiste. Eux aussi sont soumis à la gouvernance financière globale. Ces derniers mois, les fonds chinois ont beaucoup augmenté en proportion du commerce total. Nous devons surveiller les choix financiers chinois. Jusqu'à présent, les fonds sont encore gérés par les dix sœurs des marchés financiers, mais jusqu'à quand ? J'ai lu sur le Financial Times, il y a quelques jours, que la Chine est en train de légaliser la vente de titres financiers à découvert, en autorisant la spéculation purement financière. À quelle fin ? Pour entrer en partenariat avec le gotha des marchés financiers ou pour essayer de le contrôler ? Si oui, le leadership du dollar est en danger ...

*CM*: Il n'est pas impossible, en effet, que dans la phase initiale de la crise de l'euro, il y ait eu la mainmise des USA à travers les grandes banques d'investissement et les fonds spéculatifs. En effet, démolir l'euro était fonctionnel à l'objectif d'éclipser le problème usaméricain de la dette-déficit public énorme, aussi bien que le problème commercial. Ainsi, démolir l'euro signifiait éliminer un concurrent potentiel et encourager la poursuite de l'afflux de capitaux extérieurs afin de permettre le financement de la dette usaméricaine à des taux très bas. La stratégie a été un succès ayant dépassé toutes les attentes, et maintenant les USA sont préoccupés par la crise économique et financière dans la zone euro, ce qui pourrait provoquer une déstabilisation importante du système bancaire usaméricain, et même des conséquences politiques, car la scission de l'euro pourrait rendre l'Allemagne et une partie de l'Europe, indépendantes des USA, en renforçant le partenariat stratégique avec la Russie et la Chine. Un renouveau impérialiste autour du dollar ne semble pas possible, cependant, parce que le dollar est déjà en train de se renforcer, justement en raison de la crise dans l'Euroland (la fuite des capitaux de la zone euro à l'étranger, en direction du dollar).

**Une fois posée l'évidence de l'hégémonie du capital financier en tant que mode de production, est-ce que dans la crise financière actuelle, le rapport entre la finance et la production industrielle joue un rôle, si on se réfère par exemple à l'Allemagne aussi bien qu'à la Chine ?**

*AF*: Cette question nécessiterait plus de place. Le rapport entre la finance et la production réelle n'est pas lié à la production industrielle, mais plutôt à la production immatérielle. Le point-clé, après l'effondrement de Bretton Woods, est la définition de l'unité de mesure de la valeur de la production immatérielle, ou du general intellect. À l'heure actuelle, cette valeur est instable, et elle est définie par la valorisation financière, mais cette mesure est, en fait, - structurellement - trop instable pour être considérée comme « fixe ». Ici entrent en jeu les excédances de la multitude de la vie et du travail. Comme les zapatistes en 1994 ont mis en crise l'ALENA, de même aujourd'hui - potentiellement - les mouvements - à partir du « Printemps arabe » et jusqu'à « Occupy xxx » - peuvent affecter la définition de cette mesure, qui n'est autre que la mesure de la vie mise en valeur, l'incommensurable qui cherche à se faire « mesurable ».

*CM* : Si l'Allemagne ne se plie pas aux diktats de la finance internationale, c'est précisément parce que le pouvoir de l'industrie n'y a pas encore été détruit par la finance. En Allemagne, c'est l'industrie qui commande. En Chine, c'est le même discours, au moins pour l'instant : la Chine a eu l'intelligence de s'auto-exclure de la finance mondiale. En effet, il n'y a pas de liberté de mouvement des capitaux, un étranger ne peut pas investir dans la bourse de Shanghai, et un Chinois ne peut pas investir dans les marchés usaméricains ou européens. Par conséquent, la relation de la Chine avec le reste du monde est d'ordre économique, commercial et politique, alors que les rapports financiers sont directement détenus et exploités par le gouvernement de Pékin. Le paradigme du libre marché (financier) n'est pas encore entré en vigueur là-bas.

*Carlo Vercellone* : Vos questions touchent à des points cruciaux. La première et la dernière, en particulier constituent un véritable programme de recherche qui nécessiterait au moins un séminaire. Essayer de vous donner une réponse un peu structurée par écrit aurait besoin de plus de temps pour réfléchir et pour rassembler les matériaux empiriques.

Pour l'instant, je me limiterai donc à offrir à chaud et de manière très synthétique quelques pistes de réflexion, en partant, tel un fil conducteur, de la question relative à l'organisation des marchés.



L'expression « marchés financiers », qui semble se référer à une logique anonyme, composée d'une myriade de sujets non-coordonnés les uns aux autres, est à mon avis fautive, ou du moins hautement trompeuse.

L'organisation des soi-disant marchés financiers, qui sont un élément central des grandes multinationales opérant dans la sphère de la production (contre toute dichotomie présumée entre la sphère financière et la sphère de la production !) est en effet très concentrée, et ceci aussi bien à l'égard des structures propriétaires que, surtout, des structures de contrôle. À cet égard, un article récent et novateur de trois chercheurs (Vitali, Glatfelder et Battiston) de l'Institut fédéral de technologie de Zurich, « Le réseau de contrôle global des grandes entreprises » (« The Network of Global Corporate Control ») a permis de mettre en évidence l'extrême centralisation du pouvoir du capital à l'échelle mondiale.

Selon cette recherche, « les multinationales ('transnational corporations' or TNCs) forment une structure de nœud-papillon géante, et qu'une grande part du contrôle est drainée vers un cœur tissé serré d'institutions financières. Ce cœur peut être vu comme une 'super-entité économique' dont l'existence soulève de nouvelles et importantes questions tant pour les chercheurs que pour les organes d'élaboration des politiques (policy makers) ».

Plus précisément, sur une base de données de 43.060 multinationales, on estime que 147 d'entre elles en possèdent, à travers un nœud complexe de relations de propriété, 40% de la valeur économique. On constate également que dans ce conglomérat de 147 multinationales, l'axe central du capitalisme mondial peut être identifié, composé de 50 super-entités représentées pour l'essentiel (64% environ) par les grandes institutions financières usaméricaines et britanniques. A noter la relative sous-représentation des grands groupes de la zone euro (20% environ), mais la France avec AXA (à la quatrième position de ce top 50) et l'Allemagne avec la Deutsche Bank (à la douzième place) sont pour ainsi dire au cœur du cœur. Autre point important, une seule grande multinationale chinoise d'industrie pétrochimique (située à la dernière position) fait partie pour le moment du top 50 de ce groupe, même si cette donnée sous-estime certainement la manière dont la Chine, comme nous le savons, est en train de construire sa puissance financière par des voies politiques différentes de celles d'une intégration pure et simple au capital global.



Notons également que d'autres données confirment cette concentration extrême du pouvoir économique et financier du capital, comme le fait que les deux tiers du marché des célèbres CDS sont détenus par moins de dix joueurs.

Tenant compte de ces données, il est possible de développer certaines hypothèses rapides, en réponse à vos questions.

1) Le pouvoir du capital est à la fois centralisé et structuré sur une échelle mondiale qui est basée sur un réseau financier étroitement interconnecté. Dans ce contexte, un petit nombre de grands groupes financiers et de multinationales prend les décisions principales concernant la spéculation sur la dette souveraine, sur les matières premières, le logement, la restructuration et l'emplacement des grandes entreprises manufacturières, l'orientation des politiques économiques.

On pourrait parler d'une organisation oligopolistique (mais toujours solidaire et prête à se reconstituer dans les moments-clé en capital collectif) de laquelle partent les impulsions initiales stratégiques, qui, trouvant leur relais dans la logique mimétique des marchés, sont ensuite validées (dans la plupart des cas) par d'autres opérateurs financiers, donnant lieu à un processus d'autovalidation des « anticipations ». En ce sens, il me semble possible de concilier et d'articuler l'idée de leadership avec la description classique d'empreinte keynésienne de « psychologie des marchés » fondée sur des comportements mimétiques.

2) Cette extrême interconnexion, cependant, rend le cœur même du capital financier extrêmement sensible et vulnérable au risque systémique et à la logique de l'endettement, qui se nourrit de l'accumulation du capital.

3) Les États apparaissent toujours plus comme de simples relais des intérêts du capital financier mondialisé. Cependant, à mon avis, cet assujettissement est déterminé non seulement par des facteurs économiques objectifs, mais par la mutation anthropologique de la classe politique et technocratique qui dirige les États et les principales institutions de la politique économique et monétaire, qui les a convertis en d'authentiques fonctionnaires de la rente du capital. Cela est particulièrement vrai en Europe où, pour des raisons historiques qui remontent principalement à la dynamique spécifique de lutte de classe qui l'a traversée pendant la crise du fordisme, on a assisté à une constitutionnalisation du pouvoir de la rente, qui s'est notamment incarnée dans le statut soi-disant indépendant de la BCE.

4) Le résultat est que dans la zone Euro, les États sont privés de l'existence d'un prêteur de dernier ressort et dépendent pour leur financement des marchés. De cette façon, le gouvernement de la rente a pu s'instaurer à travers la dette souveraine, un gouvernement désormais explicite qui dicte les politiques économiques d'austérité et d'expropriation des institutions de l'État social. Toutefois, dans ce cas (comme avec la crise des subprimes), la dette - un outil essentiel de l'accumulation du capital - est susceptible de devenir sa principale limite. Un problème central de ce point de vue est qu'en raison de l'absence même de ce rôle classique de garant de la Banque centrale, les titres de la dette publique perdent leur sûreté de biens-refuge et deviennent en quelque sorte des titres quelconques, dont la « valeur marchande » est dévalorisée dans les bilans des banques et des institutions financières.

La logique de prédation et de spéculation du capital financier mondialisé et la panique des marchés peuvent ainsi se renforcer mutuellement, dans une situation à mon avis sans issue, sauf un renversement radical de la politique de la BCE. Chose qui me paraît hautement improbable, comme le témoignent les dernières mesures prises par la BCE qui, encore une fois, a inondé le système bancaire de liquidité sans aucune compensation, tout en refusant de monétiser les besoins de financement des États sur le marché primaire. Dans ce cadre, la récession - qui va inévitablement être causée par les politiques d'austérité, en rouvrant la spirale du déficit et de l'aggravation du rapport dette / PIB - aura bientôt raison des illusions éphémères soulevées par le gouvernement Monti, ainsi que par celui de l'Espagne.

*Notes de l'éditeur*

*\*Le **seignuriage** est l'avantage financier direct qui découle, pour l'émetteur, de l'émission d'une monnaie. Dans le cas de la monnaie fiduciaire, émise seulement par les banques centrales, il est égal au montant émis, moins ses coûts de fabrication, de mise en circulation et d'entretien (remplacement des espèces usagées). S'ajoutent à ce revenu les intérêts de refinancement du système bancaire par l'institut d'émission.*

*\*\* Le **spread** de crédit est l'écart de taux existant entre une obligation émise par une entreprise, ou tout autre organisme, et un emprunt d'Etat théorique qui serait basé sur des flux financiers identiques.*

---

Traduit par [Francesca Martinez Tagliavia](#)

Edité par [Fausto Giudice](#) [ایشی دوی ج وتس و اف](#)

Sur concession de [Tlaxcala](#)

Source: <http://uninomade.org/cinque-domande-sulla-crisi/>

Date dell'articolo originale: 10/01/2012

URL de l'article : <http://www.tlaxcala-int.org/article.asp?reference=6682>